

Le scrutin européen rattrapé par la crise

8-4-09 La Croix - **Laurent de BOISSIEU et Mathieu CASTAGNET**

Alors que la crise économique monopolise l'attention, les partis n'ont plus que deux mois pour mobiliser les électeurs avant le 7 juin

Les séquelles du « non » au référendum sur la Constitution européenne ? Dépassées. La question de l'entrée de la Turquie dans l'Europe ? Reléguée au second plan. Le danger du réchauffement climatique ? Oublié. Le célèbre « plombier polonais » ? Disparu de la circulation. Depuis des mois, le contexte économique et social monopolise l'attention. Une donnée incontournable pour les partis politiques, obligés d'adapter leur campagne européenne avec l'espoir de ne pas rééditer le record de 2004 où près de six Français sur dix avaient boudé les urnes.

« La crise a tout écrasé », reconnaît ainsi Marielle de Sarnez, présidente de la délégation du MoDem au Parlement européen. Un constat repris mot pour mot par Pascal Durand, directeur de campagne des listes Europe écologie : « La crise est tellement prégnante qu'elle écrase tous les autres sujets de débat possibles. » Voilà à coup sûr une difficulté pour les partis qui entendaient porter des thématiques différentes, à commencer par les écologistes. « On entend encore des gens dire que l'écologie, c'est un luxe quand tout va bien. À nous de montrer que c'est aussi et surtout une nécessité pour sortir de la crise », estime le patron de la campagne écologiste.

De gré ou de force, les partis ont donc décidé d'axer leurs discours sur la crise. Un fonds commun que chacun accommode à sa façon, en fonction de ses convictions européennes. « La crise n'est que la conséquence logique du libre-échangisme imposé par l'Europe. La seule véritable façon d'y remédier, c'est de renverser la majorité à Strasbourg ! », professe Jérôme Rivière, directeur de campagne de Libertas, qui réunit le MPF de Philippe de Villiers et CPNT de Frédéric Nihous. Même son de cloche du côté du FN, où Louis Aliot, tête de liste dans le Sud-Ouest, veut croire que « la crise a démontré que l'Europe n'est pas le bouclier qu'elle prétendait être ».

L'Europe comme point d'appui pour combattre la crise

À l'inverse, les partis qui défendent la construction européenne mettent en avant la nécessité de se servir de l'Europe comme point d'appui pour combattre la crise, mais aussi pour transformer durablement le système économique. « L'addition des plans nationaux n'équivaudra jamais à un vrai plan de relance européen et à un grand emprunt européen », explique la centriste Marielle de Sarnez. Présentant lundi la campagne du PS, Martine Aubry a repris le même plaidoyer, insistant sur la nécessité de renforcer le cadre européen car « les Français sentent que c'est le système qui est cause et savent que la France seule n'arrivera pas à le changer ».

Seul thème audible, la crise a déjà largement façonné la précampagne, avec ses passages obligés dans les défilés et au pied des piquets de grève. Philippe de Villiers (MPF) a ainsi présenté les têtes de liste de Libertas devant l'usine d'un équipementier automobile où 405 emplois doivent être supprimés du fait d'une délocalisation. Olivier Besancenot fait de chacune de ses visites aux salariés en lutte une tribune pour le NPA.

« Notre objectif, c'est que le contexte social et politique soit présent dans la campagne européenne », assurait le mois dernier le chef de file du parti d'extrême gauche en donnant le coup d'envoi de sa campagne. Daniel Cohn-Bendit, après avoir un temps hésité, s'est résolu à participer au dernier défilé syndical, y distribuant un tract tout entier axé sur la crise. Le FN, de son côté, multiplie les affiches ciblées et tente de populariser son slogan de crise : « Mon emploi avant l'Europe. »

L'unique moyen de dire non au gouvernement

La gauche, pendant ce temps, cherche à profiter du climat pour réveiller le vote sanction traditionnellement fort lors des élections intermédiaires, associant volontiers Nicolas Sarkozy à José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne. « En 2009, les européennes seront la seule échéance électorale de l'année, donc l'unique moyen de dire non au gouvernement et à cette Europe qu'il défend », relève Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF.

Ce message de refus des équipes sortantes, en France comme à Bruxelles, devrait même être le premier argument du PS, reconnaît Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris. « Dans un premier temps, notre axe de campagne c'est : stop Sarko. Puis, dans un second temps, on multipliera les initiatives sur le terrain pour faire valoir nos propositions pour changer l'Europe. »

Face à cette offensive, à moins de deux mois de l'échéance, l'UMP est évidemment plus en difficulté. Sa campagne, d'ailleurs, n'a pas encore démarré. Un blogueur socialiste a même créé un site Internet avec un compte à rebours jusqu'à la date du scrutin pour souligner que « l'UMP n'a toujours pas de liste et pas de programme » !

L'un et l'autre sont prévus « fin avril », assure le parti majoritaire. « La grande ligne du projet, c'est qu'on lutte mieux contre la crise en étant ensemble et en réformant le système, confie Franck Riester, député et directeur de campagne de l'UMP.

La présidence française de l'Union européenne et ses suites, avec les sommets du G20 et de l'Otan, montrent qu'en faisant preuve de volontarisme et en remettant du politique au cœur de l'Europe, on peut faire bouger les choses. Tout cela est de nature à mobiliser notre électorat pour aider Nicolas Sarkozy à changer l'Europe. »

Relative désaffection

Défenseurs ou contempteurs de Nicolas Sarkozy, favorables ou opposés à la construction européenne, tous les partis s'accordent au moins pour reconnaître que la véritable campagne n'a pas réellement commencé. « Il ne faut pas se mentir, pour le moment on ne mobilise guère au-delà de nos militants habituels », reconnaît le communiste Olivier Dartigolles. À vrai dire, cette relative désaffection ne surprend guère les responsables politiques, habitués à voir les campagnes électorales débiter de plus en plus tard dans l'opinion.

Alors que tous les regards restent braqués sur la crise, le scrutin européen semble en effet bien lointain. Difficile, dans ces conditions, de prédire si les Français vont se mobiliser. « On voit l'inquiétude grandir partout et je parie qu'elle va se traduire par une plus grande implication dans le débat politique », espère Olivier Dartigolles. « J'aimerais bien croire que la crise sera mobilisatrice mais j'ai peur que le désespoir nourrisse surtout le désintérêt », rétorque Jérôme Rivière, de Libertas.

Tous les partis, en fait, se montrent dubitatifs sur le destin de ce scrutin tout entier marqué par la situation économique. « La participation aux élections européennes est historiquement faible. Mais elle sera cette année plus importante parce que les Français se rendent compte du besoin d'Europe face à la crise », pronostique l'UMP Franck Riester. Moins optimiste, son homologue socialiste estime que rien n'est encore joué.

« La campagne européenne se fait essentiellement dans les médias. Tout se déterminera dans les dernières semaines en fonction de la capacité des partis à politiser cette élection afin de mobiliser leur électorat », analyse le socialiste Jean-Christophe Cambadélis. En fait, conclut l'écologiste Pascal Durand, résumant assez bien les interrogations partagées par tous, « personne ne sait comment cette élection va tourner. Pour nous et pour tous les autres, cette campagne est un vrai défi. »

Laurent de BOISSIEU et Mathieu CASTAGNET